AVANT-PROPOS DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'OMC



La mission de l'Organisation mondiale du commerce, énoncée dans le préambule de l'Accord de Marrakech qui la fonde, est d'utiliser le commerce comme moyen de relever les niveaux de vie, de créer des emplois et de promouvoir le développement durable. Alors que nous célébrons le 30ème anniversaire de l'OMC, il apparaît clairement que les Membres se sont appuyés sur l'économie mondiale ouverte et prévisible ancrée dans les règles et les normes de l'OMC pour accélérer la croissance et le développement, générant d'énormes effets positifs pour le bien-être humain. En même temps, beaucoup de personnes et de régions n'ont pas reçu une part adéquate de ces gains.

L'édition du Rapport sur le commerce mondial de cette année, intitulé «Commerce et inclusion: Pour un commerce qui profite à tous», examine comment le monde a été transformé par le commerce – et comment nous pouvons utiliser les politiques commerciales et autres pour améliorer les vies et les moyens de subsistance de populations qui restent en marge de l'économie mondiale.

Le principal message à retenir du rapport est peut-être qu'il réaffirme le rôle transformateur du commerce dans la réduction de la pauvreté et la création d'une prospérité partagée — contrairement à l'idée actuellement en vogue selon laquelle le commerce et les institutions telles que l'OMC n'ont pas été une bonne chose pour la pauvreté, ou pour les pays pauvres, et engendrent un monde plus inégalitaire.

Mais le deuxième message le plus important c'est que nous pouvons faire beaucoup plus pour que le commerce et l'OMC fonctionnent mieux pour les économies et les populations qui ont été laissées de côté au cours de ces 30 dernières années de mondialisation.

Le rapport décrit comment, au cours des trois dernières décennies, des marchés mondiaux ouverts, soutenus par l'OMC, ont donné lieu à un essor des échanges, permettant des gains de productivité découlant d'une spécialisation accrue, d'une plus grande échelle et de plus de concurrence. La baisse des prix des importations a relevé le pouvoir d'achat des ménages, en particulier au bas de l'échelle des revenus. Étant donné que plus de pays en développement ont entrepris des réformes au niveau national et ont exploité la demande extérieure de biens et de services, leur part dans le commerce mondial a considérablement augmenté. Grâce à la forte croissance des revenus dans les économies à revenu faible ou intermédiaire, la proportion de leurs populations vivant dans l'extrême pauvreté est passée de 40% en 1995 à moins de 11% en 2022. La Chine n'a été qu'un élément de cette évolution: si on la retire de l'équation, le taux de pauvreté dans les économies à revenu faible ou intermédiaire est passé de 36% en 1996 à moins de 14% en 2022. Jamais auparavant les conditions de vie et les perspectives d'avenir d'un si grand nombre de personnes ne s'étaient améliorées aussi rapidement.

Au cours de cette période, pour la première fois depuis la révolution industrielle intervenue deux siècles plus tôt, l'écart du revenu par habitant entre les pays pauvres et les pays riches s'est réduit, jusqu'à ce que la pandémie de COVID-19 stoppe cette convergence, touchant particulièrement durement les économies les plus faibles.

L'analyse présentée dans ce rapport montre que les réformes des politiques commerciales ont joué un rôle important dans cette croissance. Les réductions des coûts du commerce ont fait augmenter le PIB réel mondial de 6,8% entre 1995 et 2020 – et de 33% dans les économies à faible revenu. Les économies qui ont pris davantage d'engagements en matière de réforme et de libéralisation dans le cadre de leurs négociations en vue de l'accession à l'OMC ont vu leur taux de croissance annuel augmenter de 1,5 point de pourcentage et ont également attiré plus d'investissement en capital.

Pourtant, de nombreux pays pauvres, en particulier en Afrique, en Amérique latine et au Moyen-Orient, sont restés en marge du commerce mondial et accusaient un retard en termes de convergence des revenus même avant la pandémie. Dans certains pays riches, beaucoup de personnes se sont senties laissées de côté, incapables de bénéficier des nouvelles possibilités – et leur frustration a nourri une hostilité politique à l'encontre du commerce international.

Ce rapport examine en détail les divers facteurs qui ont empêché des individus, des entreprises et des économies

de tirer parti du commerce international et de s'y adapter. Ces facteurs vont des coûts du commerce élevés qui limitent l'accès des pays aux marchés étrangers ou aux intrants à bas prix, aux frictions liées à la mobilité et à l'information, à l'inadéquation des compétences et à l'accès limité au financement qui, trop souvent, empêchent les gens de saisir de nouvelles opportunités.

Le rapport constate que le commerce fait partie de la solution pour ce qui est de rendre l'économie mondiale plus inclusive – mais aussi que la politique commerciale à elle seule ne suffit pas pour atteindre ce but.

Il démontre que le protectionnisme n'est pas une voie efficace vers l'inclusion: restreindre les échanges est généralement un moyen coûteux de protéger les emplois de groupes spécifiques de la société et peut accroître les coûts de production, tout en incitant les partenaires commerciaux mécontents à prendre des mesures de rétorsion onéreuses.

Nous disposons d'une voie plus prometteuse vers une économie mondiale qui profite à tous, ce que nous nommons à l'OMC la «remondialisation» – consistant à intégrer plus d'économies et de communautés qui sont en marge dans l'économie mondiale en les aidant à attirer plus d'investissements orientés vers les échanges. La croissance rapide du commerce de biens environnementaux et de services fournis par voie numérique offre des opportunités intéressantes, le commerce numérique permettant en particulier aux économies sous-représentées, aux petites entreprises et aux femmes entrepreneures de se connecter plus facilement aux marchés internationaux. À une époque où les chaînes d'approvisionnement mondiales ont montré certaines vulnérabilités, la déconcentration et la diversification de ces chaînes au profit de régions et d'économies propices aux entreprises mais sous-représentées peuvent contribuer à favoriser l'inclusion, tout en renforçant la résilience au niveau mondial.

L'OMC reste une pierre angulaire de la coopération commerciale internationale, et les règles nouvelles et à venir dans des domaines tels que la facilitation de l'investissement pour le développement, la réglementation intérieure des services et le commerce numérique promettent de faire progresser le processus de remondialisation. Mais l'une des principales conclusions de ce rapport est que des règles pour un commerce ouvert et simplifié ne suffisent pas pour soutenir l'inclusion entre les économies et à l'intérieur de celles-ci - elles doivent être complétées par d'autres politiques aux niveaux national et international.

Par exemple, des règles mondiales en matière de commerce numérique à l'OMC créeraient de nouvelles perspectives commerciales dans le secteur, mais mettre ces possibilités à la portée de tous ceux susceptibles d'en bénéficier nécessiterait de prendre des mesures pour combler la fracture numérique, et notamment de réaliser des investissements dans la connectivité numérique, les infrastructures et les compétences numériques, ainsi que de créer un environnement juridique et réglementaire propice.

Plus généralement, les pays doivent faire en sorte que le plus grand nombre possible de leurs citoyens puissent bénéficier des possibilités créées par les marchés internationaux ouverts et fondés sur des règles – ou que les effets négatifs du changement économique qui les affectent soient au moins atténués, que ces effets résultent des changements technologiques ou d'une plus grande concurrence des importations. Cela implique d'investir dans l'éducation et l'infrastructure, de maintenir un environnement concurrentiel approprié, de mettre en œuvre des politiques d'ajustement et de redistribution efficaces, y compris un soutien actif et passif visant le marché du travail, tout en évitant un nivellement par le bas en matière de taxation, etc.

Le rapport fait valoir qu'une meilleure cohérence entre les organisations internationales permettrait d'amplifier leur impact collectif sur l'inclusion. À l'OMC, nous avons conscience de ces interconnexions, et nous travaillons avec les organisations internationales partenaires en ce sens. Par exemple, l'OMC et la Banque mondiale ont lancé le projet «Le commerce numérique en Afrique» pour soutenir les efforts des économies africaines en vue d'établir les infrastructures matérielles et immatérielles nécessaires pour tirer parti des possibilités du commerce numérique. L'OMC et le Centre du commerce international ont mis en place un fonds mondial de 50 millions de dollars EU pour les femmes exportatrices dans l'économie numérique. D'autres efforts de collaboration pourraient prendre différentes formes, qu'il s'agisse de simples échanges d'information ou de partenariats formels.

J'espère que les lecteurs – et en particulier les responsables de l'élaboration des politiques – prendront à cœur les enseignements que contient ce rapport. Le maintien d'un commerce ouvert et prévisible, fondé sur des règles devrait faire partie intégrante du processus engagé par tout pays pour aller vers plus d'inclusion. Rien ne peut se substituer aux politiques complémentaires nationales: pour que le commerce profite au plus grand nombre, l'ensemble de l'économie doit profiter à tous. Et nous avons besoin d'un soutien politique fort et renouvelé en faveur de la coopération multilatérale pour faire en sorte que le commerce profite à tous.



Dre Ngozi Okonjo-Iweala
Directrice générale